

Gilad Shalit, l'autre otage français (presque) oublié

le mercredi 3 septembre 2008 à 04:00



Gilad Shalit avait 19 ans lorsqu'il a été enlevé, le 25 juin 2006, par des activistes palestiniens près de la bande de Gaza. Hormis son âge, rien ne joue en la faveur de la libération du jeune homme : caporal, à l'époque, il est considéré comme militaire. Et il est israélien.

Accessoirement, « il est également français », comme le relève le ministère des Affaires étrangères. D'où l'intérêt que la France porte à l'un de ses compatriotes retenu en otage.

Fin août, Noam, le père de Gilad, de passage à Paris, a été reçu à l'Élysée puis au Quai d'Orsay. Objectif : « Savoir ce que fait concrètement la France » pour œuvrer à la libération de son fils. Les parents de Shalit avaient déjà posé la question à Nicolas Sarkozy lors de son déplacement en Israël, le 23 juin dernier. Le soir même de la libération d'Ingrid Betancourt, le chef de l'Etat avait rappelé que la France « n'oubliait pas Gilad Shalit ». La diplomatie française assure lui porter « une attention très particulière » et ne « manquer aucune occasion d'évoquer son cas lors de tous les contacts noués au Proche-Orient ». Reste que, plus de deux ans après son enlèvement, le dossier semble au point mort.

Une invitation du Hamas

Voilà quelques mois, deux avocats français, Emmanuel Altit et Stéphane Zerbib, ont été mandatés par la famille Shalit pour porter sa voix. Un choix sans doute judicieux, puisque les deux hommes de loi se sont déjà illustrés dans la défense des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en leur temps dans les geôles de Kadhafi. Les avocats ont reçu, par écrit, une très officielle invitation du Hamas à se rendre à Gaza, un territoire totalement contrôlé par le mouvement. Le voyage pourrait bien se faire, mais il doit encore recueillir l'aval des autorités israéliennes et françaises.

1.000 prisonniers en échange

Le mouvement islamique a fait connaître ses exigences pour la libération de Shalit. Des listes nominatives de prisonniers palestiniens, devant faire l'objet d'un « échange », ont été transmises au gouvernement israélien par l'intermédiaire des services secrets égyptiens qui assurent une médiation dans cette affaire. Selon nos informations, les premières listes comportaient 450 noms dont 70 d'activistes condamnés pour des faits criminels.

Depuis, le Hamas a fait monter les enchères. Il est désormais question de plus de 1.000 prisonniers à élargir. Surtout, le mouvement palestinien réclame également d'obtenir une « reconnaissance politique » et d'être rayé de la liste noire des « organisations terroristes », établie notamment par l'Union européenne.

Prudents, les avocats de Shalit se contentent de « demander au Hamas de (les) aider à convaincre les ravisseurs de faire les gestes nécessaires au plan humanitaire », par exemple que l'otage reçoive la visite de la Croix-Rouge.

En deux ans, les parents de Gilad Shalit ont reçu un enregistrement vidéo et deux lettres écrites de sa main. Ils le croient toujours en vie, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'un otage à haute valeur ajoutée. D'autant plus précieux qu'il est « également français ».

A Paris, une bien timide mobilisation

Au fronton de l'Hôtel de Ville de la capitale, un panneau proclame que « Paris s'engage pour la liberté de tous les otages dans le monde ». Cette pétition de principe est venue prendre la place du portrait d'Ingrid Betancourt, décroché peu après sa libération. Le maire Bertrand Delanoë a bien appelé à plusieurs reprises à la libération de Gilad Shalit. Mais la photo du Franco-Israélien ne remplacera pas celle de la Franco-Colombienne. Pierre Schapira, adjoint au maire chargé des relations internationales, veut apaiser les esprits chagrins qui y verraient deux poids, deux mesures. « La Ville ne veut pas se substituer à la politique internationale de la France, indique-t-il. Mais Paris et son maire sont prêts à tout faire pour aider, et rappeler au grand public le sort fait à Gilad Shalit. » L'élu tient d'ailleurs à préciser que l'image du jeune Français a bien été placardée par les services de la municipalité... dans les jardins de Bercy, dans le XII^e arrondissement. Pas d'ostracisme donc, puisque « la photo d'Aung San Suu Kyi est accrochée place de la République ». Légère différence, l'opposante birmane n'a pas, encore, la nationalité française. La Ville reste donc ferme sur les principes. Pour preuve, Pierre Schapira souligne que « le portrait de Gilad est remplacé à chaque fois qu'il est dégradé ou souillé »...

Ingrid à la rescousse

Le principal soutien, total et dénué d'ambiguïté, à Gilad Shalit émane du comité Agir avec Ingrid Betancourt. L'ex-otage des Farc a cité à plusieurs reprises le nom du jeune Français lors d'un concert célébrant sa propre libération, le 20 juillet dernier à Paris. Le comité promet de

mettre en œuvre son expérience et ses réseaux afin que Shalit « ne soit pas oublié ». La qualité de militaire de Shalit lors de sa capture serait-elle un des obstacles à l'expression d'une mobilisation plus franche en sa faveur ? Le comité Betancourt balaie l'argument : « Avant d'être une affaire politique, il s'agit d'une affaire humanitaire. Lorsque nous réclamions la libération d'Ingrid – qu'à l'époque tout le monde soutenait –, nous demandions aussi celle de militaires de l'armée colombienne otages des Farc. Il ne s'agit donc pas d'une question de civil ou militaire, mais d'un homme ou d'une femme privé de liberté. » Reste qu'il en est des « justes causes » comme des conflits : certaines semblent parfois plus aisément défendables que d'autres.

Edition France Soir du mercredi 3 septembre 2008 n°19892 page 6

France-Soir.fr
VOTRE GRAND QUOTIDIEN NATIONAL